



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأمم المتحدة
للإغذية والزراعة

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR LE PROCHE-ORIENT

Trente-cinquième session

21-22 septembre 2020¹

**Rapport de la deuxième réunion consultative technique régionale en vue de
la trente-cinquième session de la
Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient (NERC35)**

*Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser au
Secrétariat de la Conférence régionale pour le Proche-Orient*

FAO-RNE-NERC@fao.org

¹ Session initialement prévue du 2 au 4 mars, à Muscat (Sultanat d'Oman).

I. Questions liminaires

Organisation de la réunion

1. La deuxième réunion consultative technique régionale (ci-après dénommée également «la réunion») en vue de la trente-cinquième session de la Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient (NERC35) a eu lieu à distance sur la plateforme de visioconférence Zoom, sur le thème «Faire face aux effets de la pandémie de covid-19 sur l'agriculture et la sécurité alimentaire dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord». La réunion comportait quatre séances. La première a eu lieu le 1^{er} juillet et était axée sur le commerce. Les deuxième, troisième et quatrième séances se sont tenues le 2, le 15 et le 23 juillet et portaient respectivement sur la protection et l'amélioration de l'agriculture et des chaînes de valeur locales, le renforcement de la résilience face aux chocs multiples et l'élaboration des interventions.
2. Ont assisté à la réunion 802 participants, dont 245 à la première séance, 205 à la deuxième séance, 175 à la troisième séance et 177 à la quatrième séance. Les participants représentaient des hauts fonctionnaires des ministères de l'agriculture, de l'eau, de l'environnement et de la santé de 31 pays, dont 29 États Membres de la région, des représentants permanents auprès de la FAO, des membres du personnel, des membres du personnel de la FAO et des représentants des organisations régionales, du secteur privé et du milieu universitaire. La liste des pays figure à l'annexe A.
3. Deux dialogues techniques régionaux sont venus compléter les débats menés au cours de la réunion, autour des thèmes «L'approche «Une seule santé» appliqué à la gestion des maladies animales, des zoonoses et des conséquences de la covid-19 sur le secteur de l'élevage» et «Reconstruire en mieux: vers une gestion durable de l'eau au service de la sécurité alimentaire dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord», en mettant l'accent sur deux questions techniques importantes pour les pays, à savoir les animaux d'élevage et l'eau. Les annexes B et C résument les conclusions et les recommandations de ces réunions.
4. La liste des documents présentés à la réunion est fournie à l'annexe B; tous les documents sont disponibles à l'adresse suivante:
https://drive.google.com/drive/folders/1dFZ9mkwyhsAVml_NzPtL64q1NIZkWMSJ?usp=sharing

Séance d'ouverture

5. La réunion s'est ouverte sur les allocutions de S.E. Ahmed Al Bakri, Sous-secrétaire chargé de l'agriculture du Ministère de l'agriculture et de la pêche du Sultanat d'Oman et Président de la réunion consultative technique régionale, de M. Yousef Juhail, Conseiller et Représentant permanent de l'État du Koweït auprès de la FAO et Président du Groupe du Proche-Orient, et de M. Abdessalam Ould Ahmed, Sous-Directeur général et Représentant régional de la FAO, responsable du Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord.
6. M. Ahmed Al Bakri a souhaité la bienvenue aux participants, a pris acte des efforts déployés par les pays de la région et par la FAO pour faire face à la pandémie de covid-19 et a souligné l'importance stratégique de la réunion dans l'élaboration de recommandations pratiques et novatrices qui garantissent des interventions et un redressement efficaces face aux conséquences de la covid-19 sur l'agriculture et la sécurité alimentaire dans la région, en précisant que ces recommandations seront présentées aux ministres de la région lors de la trente-cinquième session de la Conférence régionale pour le Proche-Orient (NERC-35). M. Al Bakri a informé les participants du format et de l'ordre du jour des quatre séances de la réunion et a donné des indications au sujet de l'utilisation des outils de la plateforme de visioconférence Zoom pendant la réunion.

7. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, M. Yousef Juhail a mis l'accent sur les effets de la covid-19 sur la sécurité alimentaire au sein de la région, déjà confrontée à des difficultés importantes telles que les conflits, la pénurie d'eau et les invasions de criquet pèlerin. Il a souligné que l'objectif d'éviter une crise alimentaire potentielle était une priorité essentielle pour la région. M. Juhail a encouragé les participants à proposer des mesures novatrices visant à protéger les systèmes alimentaires de la région et a demandé instamment à la FAO d'accroître l'appui apporté aux pays de la région afin d'atténuer les effets de la covid-19 et d'assurer un redressement rapide.
8. M. Abdessalam OuldAhmed a souhaité la bienvenue aux participants et a apprécié les mesures prises par les pays de la région pour protéger l'agriculture et réduire au maximum les effets de la covid-19 sur la sécurité alimentaire, et ce en dépit des nombreux défis à relever. Il a informé les participants des mesures prises par la FAO pour aider les pays à agir face aux conséquences de la covid-19 et a remercié les pays de la région et les partenaires fournisseurs de ressources de la FAO pour leur soutien qui a permis à la FAO de poursuivre ses programmes sans interruption. M. OuldAhmed a rappelé aux participants les objectifs de la réunion, fondée sur le succès de la première réunion consultative technique régionale, qui s'est tenue au Caire (Égypte), en janvier 2020, et qui entend formuler des recommandations concrètes qui seront présentées aux Ministres de l'agriculture au cours de la trente-cinquième session de la Conférence régionale pour le Proche-Orient (NERC-35).

II. Questions relatives aux politiques et aux réglementations régionales et mondiales

A. Première séance (1^{er} juillet): Gérer le commerce en tant qu'élément clé des stratégies de sécurité alimentaire de la région

9. Les participants à la réunion ont préalablement reçu un document thématique préparé par la FAO et intitulé «Gérer le commerce en tant qu'élément clé des stratégies de sécurité alimentaire de la région». Le document traite du lien existant entre le commerce et la sécurité alimentaire au sein de la région et décrit la vulnérabilité de la région face aux perturbations touchant les marchés internationaux, en mettant particulièrement l'accent sur les vulnérabilités liées à la pandémie de covid-19. Il propose un ensemble de recommandations visant à assurer une gestion efficace du commerce aux niveaux national et régional, compte tenu de l'importance significative que revêt le commerce pour la sécurité alimentaire au sein de la région.
10. Les participants ont pris note des messages soulignés au cours de la présentation faite par M. Máximo Torero, Économiste en chef à la FAO et point focal pour la covid-19, intitulée «Du confinement aux conséquences de la covid-19 sur les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord». Ces messages mentionnent les éléments suivants:
 - a) La pandémie de coronavirus a été écrasante pour l'économie mondiale. Malgré la disponibilité des denrées alimentaires en quantité suffisante, la pandémie menace gravement la sécurité alimentaire, pour les raisons suivantes: a) elle limite l'accès à la nourriture en particulier pour les pauvres, eu égard aux pertes d'emplois et à la diminution des revenus, et b) provoque une récession mondiale.
 - b) La reprise de l'économie mondiale s'annonce lente.
 - c) Le secteur agricole a été relativement moins touché que les autres secteurs mais le risque est toujours présent, tant au niveau mondial que régional, compte tenu des vulnérabilités structurelles de la région, des conflits auxquels celle-ci est confrontée et de sa forte dépendance

à l'égard des importations alimentaires. On s'attend à ce que les effets soient accentués dans les pays touchés par des conflits et les pays confrontés à des vulnérabilités structurelles, et que les inégalités soient exacerbées, en particulier pour les femmes et les minorités.

- d) Nous devons: a) changer les politiques pour une meilleure mobilité (protocoles sanitaires incluant une augmentation du dépistage de la covid-19 dans les ports, par exemple), b) mettre en place des programmes de stimulation efficaces pour soutenir les petits exploitants (notamment en établissant des liens entre l'aide alimentaire et la production, pour des régimes alimentaires plus sains), et c) assurer un commerce efficace. Ces éléments, entre autres, permettraient de favoriser l'intervention immédiate, le redressement et la reconstruction en mieux.

11. Les participants ont pris note des messages clés qui se sont dégagés des débats menés autour des perspectives des pays et des acteurs de la chaîne de valeur en ce qui concerne les options envisageables pour gérer la dépendance vis-à-vis des importations alimentaires et consolider les exportations et le commerce intrarégional. M. Ahmad Mukhtar, Économiste (Commerce) à la FAO, a animé les discussions. Les intervenants étaient notamment M. Abdullah AlRabiah, Conseiller du gouverneur et superviseur général de la mise en exécution de la stratégie de sécurité alimentaire de l'Organisation saoudienne des céréales (SAGO) (Royaume d'Arabie saoudite), M. Saad Nassar, Conseiller principal du Ministre de l'Agriculture (Égypte), M^{me} Zakia Driouich, Secrétaire générale du Département des pêches du Ministère de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural, de l'eau et des forêts (Maroc), M. Essa Alhashmi, Chef du bureau de la sécurité alimentaire (Émirats arabes unis) et M. Mohsen Boujbel, Président de la Chambre tuniso-espagnole du commerce et de l'industrie (CTECI). Les points clés mis en évidence lors de la table ronde sont notamment les suivants:

- a) Les pays représentés (Égypte, Émirats Arabes Unis, Maroc, Royaume d'Arabie Saoudite et Tunisie) ont appliqué des mesures strictes pour réduire au maximum les conséquences de la covid-19 sur la sécurité alimentaire en général et pour assurer le fonctionnement du commerce en particulier.
- b) Les plans d'intervention en cas d'urgence mis en place avant la covid-19 (notamment la diversification des sources d'importation de produits alimentaires, les accords commerciaux bilatéraux, les politiques et les lois utiles, l'adoption de mesures visant à garantir la sécurité sanitaire des aliments, et la constitution de réserves alimentaires stratégiques), les systèmes d'alerte rapide, la participation du secteur privé et les décisions prises en temps opportun par les gouvernements, ont contribué de manière significative à réduire les risques liés à la dépendance des pays à l'égard des importations de produits alimentaires.
- c) Le commerce interrégional revêt une importance stratégique dans la réduction des vulnérabilités face aux chocs liés à la chaîne d'approvisionnement alimentaire mondiale.
- d) La réunion consultative technique régionale constitue une excellente occasion de coordonner les politiques régionales afin de soutenir le commerce interrégional, de réduire les obstacles et de créer des zones franches.

12. Les participants ont pris note des points importants soulevés par les participants au cours de la discussion, des commentaires des intervenants et du résumé formulé par M. George Rapsomanikis, Économiste principal de la Division Commerce et commercialisation de la FAO. Les points principaux sont les suivants:

- a) La covid-19 a eu des répercussions sur les systèmes alimentaires tout au long de la chaîne de valeur. Dans certains pays de la région, ces effets ont été aggravés par d'autres crises telles que les conflits, le criquet pèlerin, la sécheresse et les inondations, l'embargo commercial et les crises économiques et financières.

- b) Tous les pays de la région ont appliqué des mesures visant à réduire les effets de la covid-19 sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.
- c) La pandémie de covid-19 a porté au premier plan le rôle central que jouent les petits exploitants dans la sécurité alimentaire et a encouragé certains pays à mettre au point des plateformes numériques visant à faciliter les exportations de produits alimentaires et à promouvoir le commerce électronique.
- d) L'importance que revêt le commerce pour la sécurité alimentaire dans la région et le rôle que joue la FAO dans la facilitation du commerce interrégional.
- e) La nécessité d'une meilleure coopération régionale pour améliorer la situation de la sécurité alimentaire au sein de la région.

13. Au cours du débat, les participants:

- a) ont souligné l'importance que revêtent l'agriculture et le commerce des produits alimentaires pour la sécurité alimentaire au sein de la région, où 50 pour cent des calories consommées sont importées et où les exportations de produits alimentaires représentent plus de 20 pour cent des exportations totales de marchandises dans plusieurs pays;
- b) ont reconnu que le commerce continuera de jouer un rôle important pour la sécurité alimentaire et la nutrition au sein de la région, compte tenu de la rareté des ressources en eau et du changement climatique;
- c) ont reconnu la nécessité d'augmenter la productivité agricole, dans la mesure du possible, sans compromettre la durabilité;
- d) ont reconnu les mesures prises par les pays de la région pour réduire les effets de la covid-19 sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des groupes vulnérables;
- e) ont exprimé leur inquiétude concernant les effets de la covid-19 sur la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement alimentaire aux niveaux national et international, et ont souligné la vulnérabilité de la région face aux chocs affectant la chaîne d'approvisionnement alimentaire et les marchés alimentaires;
- f) se sont dits préoccupés par les conséquences de la covid-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans les pays touchés par les conflits, sous occupation et confrontés à des vulnérabilités structurelles et à d'autres crises;
- g) ont souligné les nombreuses possibilités qu'offre le commerce intrarégional à l'appui d'une plus grande sécurité alimentaire et nutritionnelle;

14. Les participants ont ensuite appelé les pays à:

- a) accroître les investissements dans les secteurs productifs, en particulier l'agriculture durable, tout en mettant l'accent sur les investissements visant l'amélioration de la production et de la productivité agricoles, notamment dans les domaines de la recherche et de l'innovation en vue d'accélérer la transformation du secteur et de renforcer la résilience face aux chocs;
- b) intégrer le commerce en tant qu'élément clé des stratégies nationales relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition;
- c) adopter de bonnes pratiques visant à réduire la vulnérabilité de la région face aux chocs liés aux importations de produits alimentaires, notamment la diversification des sources d'importation de denrées alimentaires, l'intelligence économique en vue de l'autonomisation des pays à effectuer des négociations commerciales, l'intégration des achats de produits alimentaires et l'adoption de mesures visant à garantir la sécurité sanitaire des aliments;
- d) adopter des politiques commerciales qui répondent aux besoins du secteur agricole et soutiennent les filières d'exportation de cultures à valeur élevée pour lesquelles la région dispose d'un avantage comparatif, notamment les fruits et légumes, l'huile d'olive, les dattes, etc., tout en soutenant la certification et en améliorant la sécurité sanitaire des aliments;

- e) intensifier le commerce intrarégional au moyen d'accords utiles et de politiques commerciales harmonisées qui s'appuient sur les avantages comparatifs de chaque pays, tout en renforçant les capacités commerciales complémentaires et en créant des zones de libre-échange au sein de la région;
- f) envisager la création de réserves alimentaires stratégiques communes régionales et sous-régionales fondées sur des règles claires;
- g) harmoniser les normes alimentaires au niveau régional.

15. Les participants à la réunion ont également recommandé que la FAO:

- a) mette en valeur le commerce dans le cadre de ses priorités régionales pour les années à venir;
- b) inclue le commerce interrégional aux thèmes abordés au cours de la trente-cinquième Conférence régionale pour le Proche-Orient;
- c) fournisse une plateforme de dialogue, de coopération technique et de mise en commun d'expériences et de bonnes pratiques sur les questions liées au commerce des produits alimentaires et agricoles entre les pays de la région;
- d) aide les pays de la région à harmoniser les normes pour la sécurité sanitaire des aliments et les mesures sanitaires et phytosanitaires afin de faciliter le commerce agroalimentaire.

B. Deuxième séance (2 juillet) – Protéger et renforcer l'agriculture et les chaînes de valeur locales

16. M. Ahmed Al Bakri a formulé quelques observations liminaires sur l'importance de la protection des chaînes de valeur agroalimentaires en vue de la reconstruction des systèmes alimentaires dans la période qui suivra la fin de la pandémie de covid-19. Il a souligné les opportunités qu'offraient la covid-19 d'améliorer l'agriculture en vue du redressement, tout en effectuant la transition vers des systèmes alimentaires plus résilients, plus inclusifs et plus durables. M. Al Bakri a insisté sur le rôle important de l'innovation et du développement du numérique dans les chaînes de valeur agroalimentaires, dans le cadre de cette transition.
17. M. Jamie Morrison, de la Division des systèmes alimentaires de la FAO, a présenté un exposé intitulé «Chaîne de valeur, covid et après-covid: que faut-il changer et comment?», fondé sur l'étude thématique «Protéger et renforcer l'agriculture et les chaînes de valeur locales», qui avait été élaborée par la FAO et mise à la disposition des participants avant la réunion. M. Morrison a mis en évidence les caractéristiques spécifiques des chaînes de valeur agroalimentaires dans la région et les principaux effets de la covid-19 sur différentes composantes de ces chaînes de valeur, et a fait remarquer que la récession économique et les pertes d'emploi pourraient faire évoluer les comportements alimentaires vers une consommation plus importante de produits de base, ce qui pourrait entraîner un accroissement des taux de malnutrition à moyen et long termes. Il a recensé quatre domaines d'action qui permettront de rendre les chaînes d'approvisionnement plus efficaces, plus inclusives et plus résilientes, à savoir: a) encourager l'action collective afin de renforcer les liens horizontaux et verticaux; b) mettre en place un environnement propice à l'investissement en faveur de l'innovation; c) mettre au point des systèmes de financement créatifs et inclusifs, développer les investissements conjoints et renforcer les infrastructures publiques, afin d'augmenter le retour sur investissement; d) renforcer les capacités et l'accès aux services et aux ressources des entreprises de la chaîne de valeur (en particulier les PME).
18. M. Morrison a souligné les priorités en matière de transformation de l'agriculture qui permettront, selon la FAO, de reconstruire en mieux, à savoir: a) contribuer à des services logistiques et des équipements de stockage plus efficaces pour préserver la sécurité sanitaire et la qualité; b) ajuster les modèles commerciaux pour soutenir et renforcer les entreprises agroalimentaires; c) tirer parti du potentiel inexploité de l'innovation et des solutions numériques; d) renforcer l'accès des petits

exploitants aux marchés; e) répondre aux besoins spécifiques des femmes; f) veiller à la sécurité sanitaire et à la qualité nutritionnelle des aliments; g) réduire les pertes et gaspillages de nourriture tout au long des chaînes de valeur alimentaires.

19. M. Clemens Breisinger, Chef de l'équipe du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), a présenté un exposé intitulé «Covid-19 et au-delà: répercussions économiques sur le système alimentaire en Égypte et possibilités d'investissement au service du redressement». L'exposé était fondé sur une évaluation conjointe menée par l'IFPRI, la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM) dans 20 pays, dont cinq pays de la région Proche-Orient et Afrique du Nord (Égypte, Jordanie, Soudan, Tunisie et Yémen). L'exposé suggérait l'adoption d'un cadre méthodologique constitué de différentes approches visant à quantifier les répercussions de la covid-19 sur des chaînes de valeur spécifiques. M. Breisinger a souligné que l'évaluation avait montré la résilience du secteur agricole par rapport à d'autres secteurs de l'économie. À ce titre, ce secteur peut être au cœur de la reprise économique après la covid-19, en particulier pour les femmes. Il a signalé le rôle important des coopératives et des organisations de producteurs dans les activités collectives de commercialisation, de transformation et de manutention après récolte. Il a indiqué que tous les investissements dans l'agriculture débouchaient sur des résultats positifs en matière de développement, mais qu'il n'y avait pas un choix d'investissement particulier qui serait plus efficace que les autres pour parvenir aux résultats visés, notamment la réduction de la pauvreté, la croissance du PIB, la création d'emplois et la nutrition. L'une des voies à suivre pour réduire la pauvreté serait d'investir dans la recherche et développement (R&D) et la vulgarisation. M. Breisinger a souligné qu'il fallait renforcer l'efficacité de la transformation des aliments, du stockage, de la chaîne du froid et des infrastructures commerciales, afin de stimuler les chaînes de valeur et de les rendre plus résilientes face aux chocs.
20. Les participants à la réunion ont pris note des principaux messages suivants, qui sont ressortis du débat sur le thème «Répercussions de la covid-19 sur les chaînes de valeur locales et interventions des pays: le point de vue des parties prenantes de la chaîne de valeur», animé par M^{me} Wafaa El Khoury, Chef du Service Europe, Asie centrale, Proche-Orient, Afrique du Nord, Amérique latine et Caraïbes du Centre d'investissement de la FAO et auquel ont participé six intervenants (M. Said al Masri, ancien Ministre de l'agriculture de la Jordanie; M^{me} Fadia Kiwan, Directrice générale de l'Organisation des femmes arabes; M. Radwane Arrach, Directeur des statistiques au Ministère marocain de l'agriculture, de la pêche en mer, du développement rural, de l'eau et des forêts; M. Tarek Tawfik, Directeur général de *Cairo Poultry Group*, en Égypte; M^{me} Nahla Hwalla, Professeur en nutrition humaine à l'Université américaine de Beyrouth (Liban) et M^{me} Maha Mohamed Abdullah Al Balushi, Directrice générale d'*Oman Technology Fund*):
 - a) La covid-19 a montré que les chaînes de valeur alimentaires étaient au cœur du développement économique, de l'emploi et de la sécurité alimentaire. L'agriculture a été le secteur le plus résilient dans le contexte des mesures de confinement et elle jouera un rôle crucial dans le redressement après la dépression qui touche le monde et la région.
 - b) Les personnes qui travaillent dans les secteurs du tourisme, des services et des transports sont les plus touchées par les mesures visant à enrayer la propagation de la covid-19 et les effets de ces mesures pourraient entraîner une hausse de la malnutrition, en particulier dans les pays touchés par des crises.
 - c) Les femmes sont touchées de façon disproportionnée par les effets de la covid-19, étant donné leur participation importante aux secteurs informels, les perturbations des services de santé reproductive ou l'augmentation des violences domestiques.
 - d) Le secteur privé joue un rôle essentiel dans les chaînes de valeur agricoles. Pour que les chaînes de valeur fonctionnent bien et soient inclusives, il faut leur fournir un large éventail de biens et de services, notamment des réseaux de transport, des moyens de télécommunication, de

l'énergie, des mesures de protection sociale, des installations de stockage et de transformation des aliments et des politiques monétaires qui favorisent l'accès aux liquidités et au crédit.

- e) La technologie, l'innovation et le développement du numérique ont un rôle crucial à jouer dans l'accélération du développement des chaînes de valeur et dans la transformation des systèmes alimentaires. Entre autres, des investissements dans la technologie, l'innovation et le développement du numérique aideraient à résoudre le problème de la hausse des coûts de production provoquée par la covid-19 au niveau de la production et dans l'ensemble des chaînes de valeur.
- f) Pour réussir la transformation des systèmes alimentaires de la région, il faut investir dans des chaînes de valeur agroalimentaires efficaces, inclusives et durables du point de vue environnemental.

21. Les participants à la réunion ont pris bonne note des questions soulevées lors des débats fructueux qui se sont tenus, ainsi que du résumé communiqué par M. Morrison. Au cours des débats, les participants:

- a) ont reconnu la valeur des mesures adoptées par les gouvernements de la région pour protéger les chaînes de valeur locales. Ces mesures comprenaient une aide directe aux chaînes de valeur de produits périssables (produits laitiers, fruits et légumes, par ex.), la mise en place de plateformes numériques et d'autres innovations liées à l'agriculture électronique et l'élargissement des crédits destinés aux acteurs des chaînes de valeur;
- b) ont reconnu la résilience relative du secteur de l'agriculture face à la pandémie et son potentiel en tant que moteur de la reprise économique après la covid-19;
- c) ont noté des similarités, dans la région, en ce qui concerne les effets de la covid-19 sur les petits exploitants, les marchés et le secteur informel, ainsi que les différences en ce qui concerne les effets de la covid-19 sur différentes chaînes de valeur et sur différentes parties des chaînes de valeur dans différents pays, en fonction du contexte local;
- d) ont reconnu qu'il était important de faire participer les parties prenantes concernées, en particulier les coopératives, les organisations de producteurs, les banques nationales et le secteur privé, à la protection des chaînes de valeur locales et à la poursuite de leur développement;
- e) ont exprimé leurs craintes quant aux éventuelles répercussions d'autres crises, en particulier les conflits et les crises économiques et budgétaires, sur le fonctionnement des chaînes de valeur agroalimentaires.

22. Les participants ont ensuite appelé les pays à:

- a) accorder la priorité au secteur agroalimentaire, qui sera un moteur de la reprise de l'ensemble de l'économie après la crise liée à la covid-19. Pour cela, il faut, entre autres, augmenter les investissements dans les chaînes de valeur agricoles et alimentaires, en particulier dans les étapes après-récolte, les infrastructures des marchés, l'innovation, la technologie, la vulgarisation et la recherche;
- b) promouvoir des chaînes de valeur qui soient viables des points de vue économique, social et environnemental;
- c) prendre en compte les besoins des consommateurs lors du renforcement des chaînes de valeur, tout en notant que l'accessibilité économique et l'accès général à une bonne alimentation sont des questions importantes liées à la santé publique dans le contexte de la covid-19;
- d) accélérer les réformes administratives en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) agroalimentaires, en portant une attention particulière à l'établissement de liens entre le secteur informel et les chaînes de valeur intégrées à plus forte valeur et en s'appuyant sur l'innovation

et les technologies numériques pour favoriser l'accès aux intrants et aux services, faire participer les jeunes et réduire les pertes et gaspillages de nourriture;

- e) appuyer l'action collective au niveau des producteurs en renforçant le rôle des coopératives et des organisations de producteurs, auxquelles doivent participer des femmes et des hommes;
- f) renforcer les capacités des femmes rurales à jouer le rôle d'agents productifs, au moyen de modèles commerciaux novateurs, de l'accès à la terre et d'une aide publique ciblée et noter que les coopératives peuvent constituer un moyen de faire parvenir la protection sociale aux femmes.

23. Les participants à la réunion ont également recommandé que la FAO:

- a) mène une étude régionale qui permettra d'élaborer des calendriers saisonniers des cultures qui contribueront au renforcement de la collaboration et des échanges commerciaux entre les pays de la région;
- b) aide les producteurs à satisfaire aux normes d'exportation des produits alimentaires, qui sont de plus en plus strictes;
- c) crée des plateformes en ligne qui permettent aux pays de la région d'échanger des expériences et des bonnes pratiques sur les chaînes de valeur;
- d) aide les pays de la région à mobiliser des ressources pour renforcer leurs chaînes de valeur agroalimentaires.

24. M. Ould Ahmed et M. Al Bakri, qui ont formulé de brèves observations en guise de conclusion, ont de nouveau insisté sur l'importance du renforcement des chaînes de valeur agroalimentaires au moyen d'un large éventail de stratégies qui permettent d'apporter des solutions à plusieurs problèmes tout au long des chaînes de valeur, ainsi que sur l'importance de l'investissement dans le développement du numérique. Ils ont confirmé que toutes les réponses des gouvernements de la région seraient consignées et inscrites dans le rapport final qui sera soumis aux ministres lors de la trente-cinquième session de la Conférence régionale pour le Proche-Orient.

C. Troisième séance (15 juillet) – Améliorer la résilience face aux chocs multiples – Lutter contre la covid-19 dans les contextes fragiles

25. Le Président, M. Ahmed Al Bakri, a souhaité la bienvenue aux participants et a attiré leur attention sur les risques multiples qu'encourt la région, notamment les conflits, les ravageurs et maladies transfrontières des animaux et des plantes, et les risques naturels, en particulier les sécheresses. Il a indiqué que sept pays traversent des crises alimentaires causées principalement par des conflits qui touchent (directement ou indirectement) un tiers environ des pays de la région. Il a fait remarquer que l'agriculture est un facteur essentiel du développement économique, notamment dans les situations de crise, et a souligné que la séance avait pour objectif de formuler des recommandations concrètes destinées à aider la région à faire face aux chocs et aux risques multiples, tels que la covid-19. Au terme de ses remarques liminaires, M. Al Bakri a donné des orientations techniques sur l'organisation de la séance et l'utilisation de Zoom, et a présenté les principaux orateurs.

26. M. Syed Fakhar Imam, Ministre de la sécurité alimentaire nationale et de la recherche du Pakistan, a axé ses remarques liminaires sur les défis liés à la covid-19 dans le secteur agricole de son pays et sur les mesures appliquées par le gouvernement pour trouver des solutions. Il a décrit les nombreux chocs et crises que connaissait déjà le Pakistan avant la pandémie, en particulier les tremblements de terre, les inondations de grande ampleur, les sécheresses, les invasions de criquets pèlerins et autres catastrophes. M. Imam a mis en exergue les défis supplémentaires qu'a fait naître la covid-19,

notamment les infections (taux de létalité de 2 pour cent), les décès et l'aggravation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire pour 20 à 25 pour cent de la population. Il a présenté les mesures prises par son gouvernement compte tenu des enjeux susmentionnés, parmi lesquelles l'octroi de subventions en espèces, le versement d'aides financières aux petits exploitants et la réduction des taux d'intérêt des crédits agricoles. M. Imam a appelé à modifier radicalement l'action menée en face aux chocs multiples et le renforcement de la résilience des petits exploitants et des systèmes alimentaires.

27. M. Dominique Burgeon, Directeur de la Division des activités de secours d'urgence et de réhabilitation de la FAO, a présenté un exposé sur la lutte contre la covid-19 dans les contextes fragiles et l'amélioration de la résilience, sur la base du document thématique intitulé «Renforcer la résilience face aux chocs multiples – Agir contre la covid-19 dans les contextes fragiles», établi par la FAO et communiqué aux participants avant la réunion. M. Burgeon a expliqué que sa présentation était axée sur l'insécurité alimentaire grave tandis que l'édition 2020 de l'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, récemment publiée, examine tous les types d'insécurité alimentaire. Il a fait ressortir la vulnérabilité structurelle de la région, notamment les pénuries d'eau et de terres arables et les chocs multiples qui secouent la région et qui ont mené à une hausse de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Il a également indiqué que la covid-19, qui arrive en tête des facteurs de risque, a accentué la vulnérabilité de la région.
28. M. Burgeon a présenté l'intervention menée par la FAO aux niveaux mondial, régional et national à l'aide d'une approche de l'aide humanitaire qui se déploie sur deux fronts, tout en cherchant à améliorer la résilience. Il a souligné les quatre piliers de la contribution de la FAO au Plan d'intervention humanitaire mondial contre la covid-19 ainsi que les trois priorités interdépendantes du pilier «résilience» du Programme cadre de la FAO (renforcer la résilience des petits exploitants en faveur du relèvement suite à la covid-19). Ces priorités mettent en relief: i) la protection des plus vulnérables dans les contextes ruraux et urbains, ii) la promotion d'une relance économique porteuse de transformation, et iii) le renforcement des capacités et des institutions de gestion des risques multiples au service de la résilience. Au niveau régional, M. Burgeon a mis en avant les travaux de l'Initiative régionale en faveur de la résilience de la sécurité alimentaire et de la nutrition, en faisant part de quelques exemples des travaux diversifiés relatifs à la résilience, propres aux pays de la région.
29. Il a achevé sa présentation en recommandant une évolution stratégique qui favoriserait la gestion des risques plutôt que la gestion des catastrophes par le recours à une approche globale, et a souligné certains des grands principes et exemples d'interventions entrepris grâce à ce type d'approche. Entre autres, l'approche recommandée préconise de prendre des mesures conformes à l'interface action humanitaire-développement-paix, de veiller à la viabilité sociale, économique et environnementale, et de tirer profit de l'innovation, des partenariats et des collaborations régionales.
30. Les participants à la réunion ont pris bonne note des grands messages suivants, émanant des conférences-débats modérées par M. Jean-Marc Faurès, Chef de programme régional au Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, auxquels ont participé quatre intervenants (M. Ibrahim Adam El Dukheri, Directeur général de l'Organisation arabe pour le développement agricole, M. Mahdi Dhumad Al Kaissy, Conseiller au Ministère de l'agriculture de l'Iraq, M. Rashid Mekki, Secrétaire général du Conseil supérieur de l'environnement et des ressources naturelles du Soudan, et M^{me} Dunja Dujanovic, Cheffe d'équipe de la FAO Alerte rapide et intervention précoce):
 - a) Les gouvernements de la région et leurs organisations partenaires ont consenti à d'importants efforts afin de faire face aux chocs, aux risques et aux crises (comme les ravageurs et maladies transfrontières des animaux et des plantes), mais ces efforts sont souvent fragmentés et axés sur les symptômes. Il faut basculer vers une approche globale, sur le long terme, qui prend en compte les nombreux dangers et s'attaque aux racines des problèmes. Cette réorientation suppose notamment de travailler sur les cadres de gouvernance et de décision, de mettre l'accent

sur les informations relatives à l'alerte rapide, de renforcer les capacités de toutes les parties prenantes, de conclure des partenariats stratégiques qui font participer le secteur privé et la société civile, et d'intensifier la collaboration régionale, en particulier en ce qui concerne la gestion des risques transfrontières.

- b) Les risques naturels contribuent de plus en plus à l'insécurité alimentaire de la région. Outre leurs répercussions à court terme sur les cultures et l'élevage, les risques naturels ont des effets structurels de taille sur les systèmes alimentaires à long terme, étant donné qu'ils affectent les ressources qui constituent les moyens d'existence, les infrastructures et l'environnement.
- c) Les incidences du changement climatique sur une région qui subit d'ores et déjà la sécheresse et les pénuries d'eau pourraient avoir des effets catastrophiques, en particulier sur le secteur agricole dans lequel des pratiques non durables et le dessalement de l'eau à des fins d'irrigation, processus gourmand en énergie, contribuent aux émissions de gaz à effet de serre. Par conséquent, les efforts visant à renforcer les capacités doivent mettre l'accent sur la viabilité et agir sur l'interface énergie-alimentation-eau.
- d) Dans la plupart des pays, la gestion des risques de catastrophe est de plus en plus souvent inscrite dans les stratégies nationales, mais elle n'est pas pleinement intégrée au secteur agricole. Il faudra absolument, à l'aide de technologies et d'innovations de pointe, la prendre systématiquement en compte dans la région.
- e) Renforcer la résilience comporte un aspect crucial: protéger les populations vulnérables des chocs connus et de ceux qui peuvent être prévus sur la base des informations et des données factuelles. Une meilleure capacité à prévoir les chocs naturels et d'origine humaine, conjuguée à des mesures préventives précoces, peut favoriser le passage d'une approche réactive à une approche proactive, aux fins du renforcement de la résilience.
- f) Pour améliorer la résilience, essentielle à la gestion de tous les risques qui se superposent, il faut investir dans le renforcement des capacités des institutions, avoir recours à des innovations numériques afin d'éclairer les mesures d'alerte rapide et les mesures préventives, et protéger les populations vulnérables au moyen de dispositifs de protection sociale et d'assurance des cultures et des animaux d'élevage. Plusieurs expériences concluantes, qu'il convient d'appuyer davantage et de déployer à plus grande échelle, ont cours dans la région et au-delà sur les aspects susmentionnés.

31. Au cours des délibérations et des débats fructueux qui ont eu lieu, les participants à la réunion:

- a) ont salué les mesures adoptées par les gouvernements de la région afin de protéger les populations et les petits exploitants les plus vulnérables des répercussions sociales et économiques de la covid-19;
- b) ont reconnu que la covid-19 n'était qu'une crise de plus, que la probabilité que des chocs similaires ou de nature différente se reproduisent est élevée, et qu'il importe donc de renforcer la résilience des systèmes alimentaires et des communautés agricoles;
- c) ont reconnu qu'il fallait renforcer la mise en commun des apprentissages et des pratiques optimales relatifs à la gestion des risques multiples entre pays de la région;
- d) ont pris acte de l'importance d'une solide coopération régionale afin d'établir des systèmes régionaux d'alerte rapide qui tiennent compte des nombreux dangers, de gérer les risques transfrontières et les ressources communes, en particulier les ressources en eau transfrontières, et d'encourager la solidarité et l'appui aux populations qui en ont le plus besoin dans les pays touchés par des crises;
- e) ont noté les graves répercussions des récentes crises économiques et fiscales dans plusieurs pays de la région sur les économies nationales, les secteurs de l'agriculture et les petits exploitants;
- f) ont soulevé des préoccupations sur les tendances à la hausse de l'insécurité alimentaire aiguë au sein de la région, notamment dans les pays frappés par des conflits.

32. Les participants à la réunion ont pris note du récapitulatif des débats fourni par M. Shukri Ahmed, Chef adjoint de programme stratégique de la FAO relatif à la résilience, qui a mis en exergue les

éléments suivants: a) la nécessité d'une transition stratégique qui consiste à gérer les risques plutôt que les catastrophes, en réduisant la vulnérabilité et l'exposition, b) la gestion globale des risques, qui doit être axée sur les dangers multiples dans de nombreux secteurs, c) le rôle central de l'information, des données factuelles, de l'alerte rapide et des mesures préventives dans ce cadre, d) la nécessité d'appliquer des principes qui créent un environnement favorable, d'adopter l'interface action humanitaire-développement-paix, de garantir la viabilité, de respecter les principes humanitaires, de mettre à profit l'utilisation de l'innovation et des technologies et de renforcer les partenariats.

33. Les participants à la réunion ont ensuite appelé les pays à:

- a) réviser les politiques et stratégies agricoles afin de s'assurer que celles-ci répondent à la nécessité croissante de renforcer la résilience des moyens d'existence agricoles et des systèmes alimentaires;
- b) adopter une approche globale de la gestion des risques multiples qui soit cohérente et proactive afin de s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité et de l'exposition tout en déployant des interventions face aux catastrophes et aux crises ultérieures;
- c) intégrer la gestion des risques de catastrophe dans l'agriculture;
- d) adopter et étendre les mesures qui se sont révélées efficaces pour la gestion des risques multiples, notamment: i) la coordination multisectorielle et la cohérence des politiques relatives à la gouvernance des risques en faveur de la résilience, ii) les systèmes d'alerte rapide applicables à des risques multiples, liés à des mesures préventives précoces, iii) la protection sociale et les filets de sécurité, iv) l'assurance des cultures et des animaux d'élevage;
- e) renforcer la collaboration régionale dans la gestion des risques transfrontières;
- f) envisager la création d'un Fonds régional de secours administré et géré par les pays de la région;
- g) établir un système régional d'alerte rapide qui tienne compte des risques multiples, avec l'appui technique de la FAO et d'autres parties prenantes régionales;
- h) intensifier la collaboration régionale et les investissements collectifs dans le secteur agricole dans différents pays de la région sur la base de leurs avantages comparatifs.

34. Les participants à la réunion ont également recommandé que la FAO:

- a) apporte un appui aux petits exploitants vulnérables (agriculteurs, éleveurs et pêcheurs) touchés par la covid-19 et par d'autres chocs;
- b) intensifie son appui au service de la lutte contre le criquet pèlerin et d'autres maladies transfrontières des végétaux et des animaux;
- c) élabore une stratégie régionale, en étroite concertation avec les gouvernements de la région, visant à renforcer la résilience aux chocs multiples de sorte à soutenir la transition stratégique, d'une gestion des catastrophes à la gestion globale et cohérente des risques multiples;
- d) renforce l'appui apporté actuellement aux pays afin de les aider à accroître leur résilience face aux chocs multiples, en mettant l'accent sur: i) la facilitation et la mise en commun de l'apprentissage, tout en stimulant les actions collectives, ii) la production de données factuelles à l'appui des politiques nationales et régionales, iii) le pilotage d'interventions qui ont la capacité de susciter des changements systémiques au service de moyens d'existence agricoles et de systèmes alimentaires résilients, et iv) la mise au point de systèmes régionaux d'alerte rapide qui tiennent compte des risques multiples;
- e) appuie les pays de la région en matière de mobilisation des ressources pour renforcer la résilience face aux chocs multiples.

35. M. Ould Ahmed, M. Juhail et M. Al Bakri ont formulé des brèves remarques de clôture à la fin de la séance. Ils ont rappelé qu'il fallait absolument renforcer la résilience des moyens d'existence et des systèmes alimentaires de la région, ont reconnu les délibérations et les résultats de la session, ont remercié les participants de leur participation active aux trois séances thématiques et les ont invités à la quatrième séance qui se tiendra le 23 juillet afin d'examiner les priorités de la région au regard des

résultats des trois séances ainsi que d'autres contributions, en particulier le Programme cadre de la FAO dans le contexte de la covid-19.

D. Quatrième séance (23 juillet) – Reconstruire en mieux: définir les mesures à prendre

36. Le Président, M. Ahmed Al Bakri, a souhaité la bienvenue aux participants, remercié M. Juhail de l'énergie qu'il a déployée au service des pays de la région tout au long de son mandat de Président du Groupe du Proche-Orient, et souhaité la bienvenue à M. Abdel Wahab Mohamed Hegazy, Représentant permanent du Soudan auprès de la FAO et nouveau Président du Groupe du Proche-Orient. M. Al Bakri a rappelé les priorités et les principaux résultats des trois dernières séances de la réunion et appelé l'attention sur les objectifs de la quatrième séance, à savoir: a) établir les priorités régionales pour accélérer les interventions et le redressement dans le contexte de la covid-19; b) définir le rôle que jouera la FAO pour aider les pays à donner suite à ces priorités. Le Président de la réunion a salué les travaux menés par la FAO pour concevoir un programme-cadre mondial et formuler des priorités régionales possibles, dont les participants ont pris connaissance avant la réunion. Pour terminer sa déclaration liminaire, M. Al Bakri a donné des indications aux participants au sujet de l'utilisation de la plateforme Zoom pendant la réunion.
37. M^{me} Beth Bechdol, Directrice générale adjointe de la FAO, a présenté le programme-cadre d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19 de l'Organisation, fait remarquer que reconstruire en mieux était la seule solution à envisager compte tenu des répercussions actuelles et futures de la covid-19, et mis en lumière le processus inclusif qu'a été l'élaboration du programme, notamment grâce à: a) une large concertation qui a fait intervenir tous les niveaux de la FAO, et des consultations avec les gouvernements nationaux, les partenaires de développement, le secteur privé et d'autres acteurs clés; b) une analyse des moyens dont dispose la FAO et de la valeur ajoutée que ces priorités sont susceptibles d'apporter aux travaux actuels de l'Organisation. M^{me} Bechdol a présenté les sept priorités du programme susmentionné, qui sont les suivantes:
1. mettre en œuvre un plan d'intervention humanitaire mondial: faire face aux effets de la covid-19 et préserver les moyens d'existence en cas de crise alimentaire;
 2. rassembler des données aux fins de la prise de décisions: rassembler des données et effectuer des analyses de qualité pour élaborer des politiques efficaces en faveur des systèmes alimentaires et de l'objectif Faim zéro;
 3. assurer l'inclusion économique et la protection sociale pour réduire la pauvreté: mener des interventions en faveur des pauvres dans le contexte de la covid-19 pour garantir une reprise économique inclusive au lendemain de la pandémie;
 4. définir des normes relatives au commerce et à la sécurité sanitaire des aliments: faciliter et intensifier le commerce de produits alimentaires et agricoles pendant et après la pandémie de covid-19;
 5. renforcer la résilience des petits exploitants pour les aider à se relever: protéger les plus vulnérables, favoriser la reprise économique et renforcer les capacités en matière de gestion des risques;
 6. prévenir la prochaine pandémie de zoonose: consolider et développer l'approche «Une seule santé» pour prévenir les pandémies d'origine animale;
 7. transformer les systèmes alimentaires: reconstruire en mieux durant les interventions et les activités de redressement.
38. M^{me} Bechdol a précisé que le programme-cadre de la FAO d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19 avait été l'objet d'échanges entre les gouvernements nationaux et les parties prenantes internationales lors d'une réunion organisée en ligne, via la plateforme Zoom, le 14 juillet 2020. Le budget prévisionnel initial du programme s'élève à 1,2 milliard d'USD environ,

et la FAO travaille actuellement à l'élaboration de propositions détaillées (listes de mesures) pour chacune des sept priorités définies qui seront diffusées sur une plateforme ouverte, de façon à accroître la transparence et à encourager l'établissement des partenariats indispensables, non seulement pour faire face à la crise liée à la covid-19 et s'en relever, mais aussi pour atteindre les ODD.

39. M. Jean-Marc Faurès, Chef de programme régional, a effectué une présentation sur un programme régional devant permettre de faire face à la pandémie de covid-19 et de reconstruire en mieux pour atteindre les ODD. M. Faurès a mis en évidence quelques-unes des répercussions de la covid-19 aux niveaux mondial et régional et indiqué que la pandémie risquait de faire passer le nombre de personnes souffrant de la faim en Asie de l'Ouest et en Afrique du Nord de cinq millions à sept millions au cours de l'année 2020. Il a également attiré l'attention sur les objectifs du programme et les priorités régionales; à savoir: a) intervenir sans délai pour faire face à la crise de la covid-19; b) favoriser le redressement à moyen terme; c) reconstruire en mieux à plus long terme. M. Faurès a rappelé que ces objectifs étaient rattachés à un objectif plus global, celui de transformer les systèmes alimentaires de la région pour atteindre les ODD.
40. M. Faurès a présenté 10 domaines d'action prioritaire qui sont étroitement liés aux sept priorités du programme-cadre de la FAO d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19 mentionnés plus haut et qui sont détaillés ci-après: 1) données, modélisation et analyses; 2) mesures de protection sociale destinées aux petits exploitants et aux pauvres ruraux; 3) maintien des chaînes de valeur locales; 4) soutien aux institutions rurales; 5) agriculture numérique; 6) compétitivité des chaînes de valeur et des entreprises du secteur agricole; 7) approche «Une seule santé» et prévention des pandémies de zoonoses; 8) amélioration de la résilience du commerce et de la sécurité sanitaire des aliments; 9) autonomisation économique des femmes rurales et emploi des jeunes; 10) renforcement de la durabilité: élaboration de solutions contre la pénurie d'eau, la dégradation des terres et le changement climatique. Certaines de ces priorités sont associées à des interventions humanitaires directes. Le budget indicatif sur lequel la FAO doit pouvoir compter pour mener ces 10 actions prioritaires s'élève à 212,8 millions d'USD (40,7 millions pour les interventions directes, 87,5 millions pour l'appui au redressement et 84,6 millions pour reconstruire en mieux).
41. M. Faurès a terminé en abordant la question de l'harmonisation de ce nouvel ensemble de priorités avec les quatre priorités régionales à long terme relatives à la transformation des systèmes alimentaires qui ont été examinées et approuvées lors de la première réunion consultative technique, qui s'est tenue au Caire (Égypte), en janvier 2020: i) transformer les zones rurales et accroître la productivité des chaînes de valeur pour stimuler l'emploi des jeunes et autonomiser les femmes; 2) faire en sorte que les systèmes alimentaires favorisent des régimes alimentaires sains; 3) rendre l'agriculture plus verte – faire face à la pénurie d'eau, assurer la durabilité de l'environnement et agir pour le climat; 4) renforcer la résilience face aux chocs multiples, aux crises prolongées et aux situations d'urgence. M. Faurès a insisté sur le fait que les 10 domaines d'action prioritaire étaient parfaitement en accord avec les priorités régionales à long terme susmentionnées et signalé qu'il fallait accorder une plus grande attention encore à l'amélioration de la résilience du commerce et à l'émancipation économique des femmes rurales en donnant suite à ces quatre priorités. La mise en œuvre des priorités régionales à long terme de la FAO et du nouveau programme d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19 exige un appui aux politiques, aux institutions, aux initiatives collectives, à l'investissement, à l'innovation, aux partenariats et à la collaboration avec le secteur privé.
42. Les participants à la réunion ont pris note des messages clés, énoncés ci-après, qui sont ressortis de la table ronde sur les perspectives nationales relatives aux actions à privilégier pour se relever de la pandémie de covid-19 et reconstruire des systèmes agricoles et alimentaires plus résilients et plus durables. La table ronde était modérée par M. Serge Nakouzi, Représentant régional adjoint de la FAO, et a réuni quatre intervenants: M. Shaaban Salem, Responsable du secteur des affaires économiques au sein du Ministère de l'agriculture et de la restauration des terres (Égypte),

M^{me} Faten AlKhamassi, de l'Institut de recherche et d'enseignement supérieur (Tunisie), M^{me} Nada Frihat, Responsable de la section des organisations de la Direction des partenariats et de la coopération internationale au sein du Ministère de l'agriculture (Jordanie), et M. Abdelkarim Laham, Vice-Ministre, Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire (République arabe syrienne).

- a) La pandémie de covid-19 a fait évoluer l'idée que l'on se fait de l'agriculture dans le monde: envisagée jusqu'à présent sous l'angle restreint de sa contribution au PIB, elle est de plus en plus considérée comme un secteur qui a rôle stratégique à jouer pour garantir la sécurité alimentaire, en particulier en temps de crises mondiales, et qui concourt à assurer l'emploi, la reprise économique et une croissance économique pérenne. S'agissant des pays frappés par des crises prolongées, tels que la République arabe syrienne, les intervenants ont réaffirmé que le secteur agricole contribuait dans une grande mesure à assurer la sécurité alimentaire, à préserver les moyens d'existence et à conduire la reprise économique du pays.
- b) La pandémie de covid-19 a montré que les filières courtes étaient moins tributaires des intrants importés et résistaient mieux aux crises mondiales que les chaînes de valeur qui font intervenir de nombreux acteurs dans différents pays. Cette constatation appelle un changement d'approche en matière d'autosuffisance dans une région qui dépend fortement des importations de produits alimentaires.
- c) Les pays en crise ont été frappés de manière disproportionnée par la covid-19. En dépit des efforts consentis par les gouvernements nationaux et d'autres parties prenantes, les besoins restent considérables et requièrent une attention particulière de la part de la FAO et des partenaires de développement.
- d) La région doit repenser ses systèmes alimentaires. Ce faisant, il lui faudra privilégier l'investissement en faveur de l'innovation, en particulier dans des filières courtes et plus résistantes, l'agroécologie et le secteur agro-industriel; développer des systèmes de gouvernance faisant intervenir plusieurs acteurs en raffermissant les liens entre le gouvernement, le secteur privé et la société civile et en modifiant les lois pour rendre possible la mise en place de ces systèmes; développer les chaînes de valeur dans différentes conditions macroéconomiques; repenser et garantir la durabilité tout en visant la compétitivité.
- e) Les priorités du programme-cadre de la FAO d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19 et les domaines d'action prioritaire établis au plan régional sont parfaitement adaptées à la situation et concordent avec les besoins et les priorités des pays de la région. Chaque pays classe ces priorités en fonction de sa situation nationale. Les participants à la table ronde se sont cependant accordés sur l'importance que revêtent les approches transversales nécessaires à la mise en œuvre de ces priorités, telles que la collaboration et la mise en commun des connaissances au niveau régional, en particulier en ce qui concerne le commerce interrégional, les organismes nuisibles et maladies transfrontières, l'innovation (notamment les technologies, le développement du numérique et les processus), la bonne gouvernance et les partenariats.

43. Au cours de leurs débats et de leurs discussions fructueuses, les participants à la réunion:

- a) ont remercié la FAO de l'aide fournie aux pays de la région pendant la pandémie de covid-19;
- b) ont souligné l'importance qu'il y a à prendre des mesures qui favorisent une gestion durable des ressources en eau dans le cadre des priorités régionales;
- c) ont déclaré qu'il fallait accorder une attention particulière aux pays qui sont aux prises avec des crises prolongées et à ceux qui font face à des chocs multiples;
- d) ont affirmé avec insistance qu'il importait de répondre aux besoins spécifiques des femmes rurales qui rencontraient déjà des difficultés économiques avant la covid-19;

- e) ont confirmé que les sept priorités du programme-cadre de la FAO d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19 et les domaines d'action prioritaire régionaux correspondaient parfaitement aux besoins des pays de la région;
- f) ont demandé à la FAO d'achever l'élaboration du programme d'intervention régional contre la covid-19 en se servant des actions prioritaires proposées pour la région et, tenant compte des délibérations de cette réunion, de le présenter à la Conférence régionale pour le Proche-Orient pour approbation;
- g) ont réaffirmé qu'ils souhaitaient prendre part à l'Initiative Main dans la main mise en place par la FAO;
- h) ont dit attacher de l'importance à la réunion consultative technique régionale, qu'ils considèrent comme un mécanisme de concertation, d'échange de connaissances et de collaboration régionale plus larges qui permet à la région de faire face aux conséquences de la covid-19 ainsi qu'à d'autres défis communs.

44. Les participants ont ensuite appelé les pays à:

- a) envisager de créer un fonds régional pour accélérer la transformation des systèmes alimentaires et de l'agriculture dans la région en favorisant l'innovation, l'autonomisation économique des femmes et l'emploi des jeunes;
- b) encourager et renforcer la collaboration entre les pays de la région, notamment en ce qui concerne le commerce interrégional, les investissements conjoints dans l'agriculture – adaptés aux avantages comparatifs des pays –, et la gestion de problèmes transfrontières tels que les organismes nuisibles et les maladies;
- c) réaffirmer qu'il importe d'instituer la réunion consultative technique régionale en tant que comité préparatoire de la Conférence régionale, conformément aux recommandations formulées à la première réunion consultative technique.

45. Les participants à la réunion ont également recommandé que la FAO:

- a) examine les suggestions présentées par les pays de la région s'agissant de l'achèvement du programme régional et du programme d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19;
- b) développe l'assistance qu'elle prête aux pays frappés par des crises et à ceux qui font face à une multiplicité de risques;
- c) intensifie les travaux qu'elle mène en faveur de l'autonomisation économique des femmes.

III. Séance de clôture

46. MM. Ould Ahmed, Khair et Al Bakri ont prononcé des allocutions de clôture à la fin de la quatrième séance de la réunion.

47. M. Ould Ahmed a remercié M. Juhail pour sa précieuse contribution aux activités de la FAO dans la région au cours de son mandat en tant que Président du Groupe du Proche-Orient et a félicité M. Khair pour son élection à la présidence du Groupe du Proche-Orient, lui souhaitant plein succès dans ses nouvelles fonctions. Il a remercié le Sultanat d'Oman et M. Al Bakri d'avoir présidé la réunion de manière efficace, ce qui a permis d'atteindre l'objectif fixé. M. Ould Ahmed a également remercié tous les participants et intervenants et tous ceux qui ont pris la parole ou ont présenté un exposé au cours des quatre séances de la réunion. Il a de nouveau confirmé que toutes les questions soulevées avaient été notées et figureraient dans le rapport de la réunion, qui sera présenté à la trente-cinquième session de la Conférence régionale pour le Proche-Orient.

48. M. Ould Ahmed a ensuite présenté un bref résumé des principaux points qui sont ressortis des quatre séances de la réunion, en insistant sur les points suivants:

- a) Au cours des quatre séances, les participants se sont accordés sur: a) le rôle stratégique du secteur de l'agriculture aux fins de l'intervention et du redressement dans le contexte de la covid-19; b) la nécessité d'amorcer dans la région une réorientation stratégique vers des politiques et des stratégies en matière de sécurité alimentaire qui reflètent le rôle important que revêt le commerce des produits alimentaires pour la sécurité alimentaire au sein de la région, ce qui demande de revoir les politiques existantes aux niveaux national et régional; c) la nécessité d'augmenter les investissements publics, privés et mixtes dans l'agriculture.
- b) Il est nécessaire de développer des chaînes de valeur durables en prenant en compte: a) le rôle des consommateurs, qui peuvent contribuer à l'identification de ces chaînes de valeur; b) l'importance que revêt l'établissement de liens entre le secteur informel et ces chaînes de valeur; c) les énormes avantages sociaux et économiques de la participation des femmes et des jeunes aux chaînes de valeur.
- c) La protection sociale pourrait grandement contribuer à la réduction des vulnérabilités des petits exploitants, des femmes et des autres groupes désavantagés.
- d) L'innovation peut contribuer considérablement à l'accélération de la transformation agricole. Le fonds régional proposé lors de la quatrième séance pourrait favoriser des changements importants dans ce domaine.
- e) Une attention et un appui particuliers doivent être portés aux pays qui connaissent des crises prolongées et à ceux qui sont très vulnérables à des risques multiples.
- f) La stratégie doit être réorientée vers une gestion des risques multiples fondée sur approche cohérente et globale, ce qui requiert une bonne gouvernance des risques, ainsi que des systèmes d'alerte rapide fondés sur des données probantes, complétés par des mesures préventives précoces.
- g) Tous les participants ont approuvé les priorités de la FAO aux niveaux institutionnel et régional. La FAO donnera suite aux observations formulées lors de la quatrième séance de la réunion dans son plan régional d'intervention et de redressement.

49. M. Khair a remercié le Sultanat d'Oman, la FAO, M. Al Bakri et M. Ould Ahmed pour avoir organisé une réunion fructueuse, malgré les problèmes posés par la covid-19. Il remercié M. Juhail pour ses contributions en tant que Président du Groupe du Proche-Orient. M. Khair a dit avoir apprécié le choix et l'enchaînement logique des sujets abordés lors de la réunion, qui ont contribué à son succès. Il a souligné l'importance de la collaboration régionale entre les pays de la région et a confirmé que le Groupe du Proche-Orient était engagé à contribuer à la mise en œuvre des conclusions de la réunion et à donner suite aux questions soulevées lors de la réunion, aux côtés de la FAO et des autres organismes ayant leur siège à Rome, ainsi que des pays de la région.

M. Al Bakri a apprécié le niveau de participation aux quatre séances de la réunion, celle-ci ayant atteint ses objectifs et s'étant conclue par un plan complet d'intervention et de redressement destiné à la région qui reflète les besoins et les priorités des pays. Il a confirmé que le rapport de la réunion serait présenté et examiné lors de la réunion ministérielle qui aura lieu au cours de la trente-cinquième session de la Conférence régionale pour le Proche-Orient. M. Al Bakri a remercié les Membres, les participants et ceux qui ont contribué aux quatre séances de la réunion. Il a remercié M. Ould Ahmed et toute l'équipe de la FAO qui a participé à l'organisation de la réunion.

Annexe A: Liste des pays ayant participé à la réunion

I. États Membres de la FAO dans la région Proche-Orient

1. Afghanistan
2. Algérie
3. Arabie Saoudite
4. Azerbaïdjan
5. Bahreïn
6. Chypre
7. Djibouti
8. Égypte
9. Émirats arabes unis
10. Iran (République islamique d')
11. Iraq
12. Jordanie
13. Kirghizistan
14. Koweït
15. Liban
16. Libye
17. Malte
18. Maroc
19. Mauritanie
20. Oman
21. Pakistan
22. Qatar
23. Somalie
24. Soudan
25. République arabe syrienne
26. Tadjikistan
27. Tunisie
28. Turkménistan
29. Yémen

II. Membres ayant le statut d'observateur

1. Canada

III. Observateurs permanents

1. Palestine

Annexe B: Conclusions du dialogue technique régional sur l'approche «Une seule santé» appliquée à la gestion des maladies animales, des zoonoses et des conséquences de la covid-19 sur le secteur de l'élevage

Contexte

1. Plus de 60 pour cent des maladies infectieuses humaines et 75 pour cent des maladies nouvelles sont d'origine animale. La région Proche-Orient et Afrique du Nord, située au carrefour de trois continents, est exposée à plusieurs maladies animales (fièvre aphteuse, peste des petits ruminants, dermatose nodulaire contagieuse) et zoonoses (fièvre de la vallée du Rift, grippe aviaire hautement pathogène, rage, coronavirus du syndrome respiratoire du Moyen-Orient, brucellose, tuberculose bovine) transfrontières.
2. L'élevage représente entre 30 et 80 pour cent du PIB agricole de la région et constitue la principale source de revenus pour les populations vulnérables des zones rurales. Les zoonoses représentent une menace directe pour la santé humaine, tandis que les maladies des animaux d'élevage ont des effets catastrophiques sur la productivité animale, sur l'élevage, sur le commerce des produits d'origine animale, et par conséquent sur le développement économique de la région. Le changement climatique, l'augmentation des interactions entre animaux et humains, l'utilisation des terres et la présence humaine excessive augmentent les risques d'apparition de foyers et de propagation de maladies zoonotiques à partir des animaux. Dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, la prévention des pandémies zoonotiques et les activités menées dans le cadre de l'approche «Une seule santé» sont définies comme des domaines prioritaires de l'intervention régionale stratégique dans le contexte de la crise liée à la covid-19. Les participants à la réunion ont examiné de près l'approche «Une seule santé» appliquée à la gestion des maladies animales et des zoonoses sous l'effet de la covid-19.

Date, lieu et modalités d'organisation

3. La réunion a eu lieu en ligne le 20 juillet 2020 de 11 heures à 13 heures (heure du Caire). Elle a été présidée par M. Yahya Al Mawli, Directeur de la santé animale au Ministère de l'agriculture et des pêches du Sultanat d'Oman. M. Abdessalam Ould Ahmed, Représentant régional du Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, a démarré la réunion en soulignant l'importance de l'approche «Une seule santé» dans la lutte contre les maladies animales et les zoonoses transfrontières. M. Keith Sumption, Vétérinaire en chef de la FAO, a prononcé l'exposé inaugural sur les défis posés par les principales maladies transfrontières et les zoonoses dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord en temps de covid-19.
4. M. Abdelhakim M. M. Ali, Président de l'Organisation générale des services vétérinaires et Chef des services vétérinaires auprès du Ministère égyptien de l'agriculture et de la mise en valeur des terres, a fait le point sur les nouvelles zoonoses et sur les solutions permettant de les contenir en parlant de la grippe aviaire hautement pathogène. M. Ali Aldoweriej, Directeur général de la santé animale en Arabie saoudite, a présenté des informations actualisées sur le coronavirus du syndrome respiratoire du Moyen-Orient, tandis que M. Ibrahim Eldaghayes a effectué, au nom du Directeur général du Centre national libyen pour la santé animale, un compte-rendu de la situation concernant la fièvre de la vallée du Rift.
5. M^{me} Irene Hoffman, Secrétaire de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, a examiné le rôle de premier plan de la biodiversité. Elle a insisté sur l'importance primordiale de l'approche «Une seule santé» pour la conservation de la biodiversité, qui permet d'intégrer la biodiversité dans les ministères essentiels au niveau national. Elle a indiqué que la Commission des ressources génétiques de la FAO est en train de mettre au point un rapport sur l'état des ressources génétiques mondiales pour l'alimentation et l'agriculture et de prévoir l'organisation d'un dialogue sur la diversité biologique.
6. Les présentations ont été suivies d'un débat animé par un modérateur sur les possibilités d'application de l'approche «Une seule santé» dans le contexte de la covid-19. Tous les pays et les

organisations invités, notamment le Bureau régional OMS pour la Méditerranée orientale, l'Organisation arabe pour le développement agricole, le Conseil de coopération des États arabes du Golfe-Centre Orient-Occident ont eu l'occasion d'échanger leurs points de vue sur les questions et priorités stratégiques. Les incidences de la covid-19 et la nécessité de renforcer l'approche «Une seule santé» en intensifiant la collaboration et la coordination des mesures de lutte contre la pandémie ont été mises en exergue. Le Président a conclu la réunion en indiquant que la priorité dans la région était de prévenir, de détecter et de contenir les pandémies à leur source animale à l'aide de l'approche «Une seule santé».

Principales conclusions et recommandations

7. La réunion a débouché sur les principales conclusions et recommandations suivantes:

Recommandations à l'intention des pays:

- a) établir des plateformes «Une seule santé» en collaboration avec les parties prenantes concernées, sur la lutte contre les maladies infectieuses émergentes et la résistance aux antimicrobiens;
- b) renforcer les capacités des laboratoires en matière de détection précoce et d'action rapide face aux maladies infectieuses émergentes et à la résistance aux antimicrobiens;
- c) investir dans l'éducation vétérinaire afin de renforcer les capacités des effectifs en matière de surveillance et d'intervention contre les maladies infectieuses émergentes et la résistance aux antimicrobiens;
- d) encourager les activités de sensibilisation aux politiques et donner les moyens de les mettre en œuvre.

Recommandations à l'intention de la FAO:

- a) appuyer les pays dans leurs efforts visant à renforcer la coordination entre toutes les parties prenantes de l'interface hommes-animaux-écosystèmes (ministères de l'agriculture, de la santé et de l'environnement);
- b) aider les pays à mettre au point les plans d'action nationaux généraux relatifs à l'approche «Une seule santé», en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation mondiale de la santé animale, l'Organisation arabe pour le développement agricole, le Conseil de coopération des États arabes du Golfe et l'Union du Maghreb arabe;
- c) appuyer le renforcement des capacités des laboratoires en matière de surveillance et d'intervention contre les maladies infectieuses émergentes et la résistance aux antimicrobiens;
- d) aider les pays à améliorer la collaboration intersectorielle par la coordination des activités relatives à la santé animale et à la santé humaine en ce qui concerne les zoonoses, la sécurité sanitaire des aliments, la résistance aux antimicrobiens et l'environnement;
- e) aider les pays à mettre au point et à appliquer des stratégies vétérinaires nationales dans les domaines de la sécurité biologique, des systèmes de quarantaine, de la santé publique vétérinaire et des services de santé animale afin de lutter contre les maladies infectieuses émergentes et contre la résistance aux antimicrobiens;
- f) aider les pays à mettre en œuvre des programmes ciblés de renforcement des capacités;
- g) aider les pays à renforcer la recherche sur les zoonoses émergentes, notamment en ce qui concerne la covid-19 et le rôle des animaux;
- h) aider les pays à promouvoir les chaînes de valeur de l'élevage et des produits d'origine animale en vue de contrer les effets de la covid-19 et de garantir la sécurité alimentaire.

Annexe C: Conclusions du dialogue technique régional sur le thème «Reconstruire en mieux: vers une gestion durable de l'eau au service de la sécurité alimentaire dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord»

Contexte

1. La covid-19 a mis en évidence la fragilité de la sécurité alimentaire dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord et sa forte dépendance à l'égard du commerce des denrées alimentaires. Le manque d'eau est le principal obstacle à la réalisation de niveaux élevés d'autosuffisance alimentaire, et les pays de la région comptent toujours plus sur les importations de nourriture pour satisfaire leurs besoins. Parmi ces pays, beaucoup ont vu leurs rendements agricoles augmenter à la suite de l'adoption de systèmes d'irrigation modernes, de nouveaux modes de production et de meilleures méthodes de gestion des exploitations. Pourtant, alors que l'augmentation de la productivité de l'eau représente pour bon nombre de pays un objectif stratégique, il a été observé qu'en l'absence d'une meilleure gestion des prélèvements d'eau et de régimes de répartition clairement définis reposant sur la pérennité des ressources, les mesures prises pour accroître cette productivité aboutissent généralement à une augmentation non viable de la demande en eau.
2. L'objectif des participants au dialogue était de tirer parti de la pandémie de covid-19 pour attirer l'attention sur le problème chronique de développement que constitue la pénurie d'eau dans la perspective d'une «reconstruction en mieux». Plusieurs possibilités ont été examinées en vue de mettre la région sur la voie d'un développement durable et résilient, dont un ensemble de mesures destinées à renforcer la sécurité alimentaire en améliorant la productivité de l'eau (dans les limites de durabilité des ressources en eau), la collaboration en faveur du commerce intrarégional, l'investissement dans des techniques alternatives telles que le dessalement et le traitement des eaux usées, ou encore l'adoption de pratiques agricoles intelligentes face au climat.

Date, lieu et modalités d'organisation

3. La réunion a eu lieu en ligne le mardi 21 juillet 2020 de 11 heures à 13 heures (heure du Caire). et a été présidée par M. Hamdan Salem Al-Wahaibi, Sous-Directeur général du Centre de recherche agronomique d'Oman.
4. M^{me} Sasha Koo, Directrice adjointe de la division Terres et eaux de la FAO, a ouvert la réunion en présentant une série de solutions et de politiques en rapport avec la gestion durable de l'eau. M. Pasquale Steduto, Conseiller principal pour l'eau à la FAO, a effectué une présentation liminaire sur la covid-19 en tant qu'élément déclencheur favorisant la rationalisation de la gestion de l'eau au service de la durabilité.
5. Cette présentation a été suivie d'une table ronde modérée par M. Jean-Marc Faurès, Chef de programme régional au sein du Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, à laquelle ont participé cinq intervenants: M. Hazim El-Naser, Président du Forum de l'eau du Moyen-Orient (Jordanie); M^{me} Akissa Bahri, Secrétaire d'État chargée des ressources en eau (Tunisie); M. Waleed Zubari, Professeur au sein du Programme de gestion des ressources en eau de l'Université du golfe Arabique (Bahreïn); M. Hamed Suliman Al-Dhuhli, Directeur du Centre de recherche sur l'eau et les sols (Oman); M^{me} Roula Majdalani, Responsable du groupe chargé du changement climatique et de la durabilité des ressources naturelles (Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale). La table ronde a été suivie d'une discussion dirigée au cours de laquelle les pays ont pu échanger leurs points de vue à propos de différents sujets et des mesures à prendre en priorité. M. Mohamed Al-Hamdi, Fonctionnaire principal chargé des terres et des eaux au sein du Bureau régional de la FAO, a présenté un résumé des principaux éléments qui sont ressortis de la réunion.

Principales conclusions et recommandations

6. Les participants au dialogue ont discuté des effets de la pandémie de covid-19 sur l'agriculture et la sécurité alimentaire dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord en vue de tirer parti de la crise occasionnée pour attirer l'attention sur le problème chronique de développement que constitue la pénurie d'eau dans la perspective d'une «reconstruction en mieux». La réunion a débuté par la présentation d'une vue globale de la manière dont la pénurie d'eau influe sur le développement socioéconomique et des initiatives, activités et projets mis en place par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture dans le cadre de l'ODD 6 afin d'améliorer la gestion de l'eau. Plusieurs aspects intéressants la région ont été relevés, notamment:
 - a) les points communs et différences entre la pandémie de covid-19 et la crise alimentaire de 2007-2008, et les enseignements tirés de l'expérience en ce qui concerne les liens entre eau et sécurité alimentaire;
 - b) les incidences de la pandémie et des interventions en rapport avec les disponibilités en eau menées par les pays, et la nécessité d'exploiter les ressources en eau dans des limites durables;
 - c) l'utilité et l'importance des ressources en eau non conventionnelles;
 - d) la nécessité de tenir compte du commerce et d'intégrer l'eau virtuelle à l'équation de la sécurité alimentaire dans la région, en mettant l'accent sur le commerce intrarégional pour contribuer à la sécurité alimentaire;
 - e) l'importance d'inclure au dialogue et à la coopération, la coordination institutionnelle et la cohérence des politiques entre les secteurs de l'eau et de l'agriculture, ainsi que la collaboration au sein des pays et entre les partenaires de développement.
7. La table ronde et la discussion ouverte ont été l'occasion de souligner qu'il fallait mettre en place une gouvernance évolutive des eaux souterraines prévoyant des mécanismes de répartition efficaces qui permettent de parvenir à une utilisation durable de l'eau, tout en réfléchissant à des éléments tels que les subventions, les technologies de suivi, les structures institutionnelles et l'agriculture intelligente face au climat et en s'inspirant des bons résultats obtenus en Jordanie et des initiatives réussies telles que la gestion contractuelle des eaux souterraines au Maroc.
8. Les participants ont également abordé les questions suivantes:
 - a) la nécessité de coordonner les activités menées pour assurer la sécurité alimentaire et la sécurité de l'eau et de tenir compte des limites de la production alimentaire au sein de la région;
 - b) les possibilités qu'offre l'utilisation de l'eau non conventionnelle pour atténuer la pression exercée sur les ressources en eau douce, et la nécessité d'en tenir compte dans les plans de gestion intégrée;
 - c) le potentiel de l'agriculture industrielle, notamment de la culture hydroponique, et l'importance qu'il y a à prendre en considération la réduction des pertes et gaspillages de nourriture dans le cadre des mesures en faveur de la sécurité alimentaire;
 - d) les possibilités offertes par les techniques de dessalement et les systèmes fonctionnant à l'énergie solaire, mais aussi les technologies telles que la télédétection et la comptabilité de l'eau qui permettent un suivi, une planification et une gestion plus efficaces de l'utilisation de l'eau;
 - e) l'importance de considérer la qualité de l'eau et la réduction de la pollution comme des aspects qu'il faut absolument examiner;
 - f) la nécessité de faire intervenir les petits agriculteurs dans les programmes visant à améliorer la gestion de l'eau sur les exploitations en favorisant la mise en place de structures institutionnelles adaptées (notamment des coopératives et des associations d'utilisateurs d'eau) et en donnant plus de moyens et de pouvoirs à ces structures;
 - g) les effets considérables du changement climatique sur l'eau au sein de la région et la nécessité de concevoir des programmes d'adaptation destinés au secteur agricole qui

intègrent les effets du changement climatique et permettent aux systèmes agricoles de mieux s'adapter, et notamment de se tourner vers des modalités de financement qui privilégient les aides financières plutôt que les prêts.